

Pleins feux sur la recherche :

comment faire en sorte que les efforts à l'égard du mariage des enfants atteignent les filles les plus marginalisées

Mars 2022



SUR LA PHOTO : Valérie, 15 ans, discute avec un membre de l'équipe de l'UNICEF à Dedougou, au Burkina Faso. Elle voulait se marier, mais avec plus d'informations, elle pense maintenant qu'il vaut mieux attendre.
Photo : ©UNICEF/UN0752983/Dejongh

Le présent numéro de *Pleins feux sur la recherche* présente les plus récentes recherches et données probantes sur les programmes à l'égard du mariage des enfants dans des contextes difficiles d'accès (comme les situations de conflits) et les programmes ciblant les filles les plus marginalisées. Il relève les points principaux des études présentées, souligne les données lacunaires et les zones géographiques sous-étudiées et attire l'attention sur les domaines devant faire l'objet de recherches plus approfondies.

Principaux termes :

Marginalisation : lorsqu'une personne, un groupe ou un concept est considéré-e comme insignifiant-e ou accessoire. Toutes les filles et les femmes font face à des inégalités de genre structurelles qui les marginalisent et les exposent à un risque de violence basée sur le genre, notamment au mariage des enfants. Dans ce contexte plus global d'inégalités de genre structurelles et institutionnelles, certaines filles et femmes font face à d'autres formes de discrimination, d'exclusion et d'« invisibilité ». *Filles, Pas Epouses* utilise le terme « filles qu'on a marginalisées » ou « filles qui ont été marginalisées » plutôt que « filles marginalisées » afin de rendre compte des inégalités structurelles qui mènent à la marginalisation.

Ne laisser personne pour compte : ce concept clé des Objectifs de développement durable repose sur les principes d'inclusion, de non-discrimination, d'égalité et d'équité. « Ne laisser personne pour compte », c'est remédier aux causes structurelles des inégalités et de la marginalisation tout en donnant la priorité aux droits et aux besoins des personnes et des communautés les plus marginalisées. Ce concept appelle à des efforts explicites et proactifs fondés sur les droits pour veiller d'emblée à l'inclusion des populations les plus marginalisées.

Programmation inclusive : programmation qui est ouverte et accessible aux personnes d'identités diverses, notamment aux membres de groupes qu'on a marginalisés.

Filles anciennement mariées : filles qui ont déjà été mariées, mais sont maintenant séparées, divorcées ou veuves.

1. Motifs du choix de sujet

Dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD), la communauté internationale s'est engagée concrètement à atteindre les groupes et les personnes les plus marginalisé-e-s. En dépit de cet engagement, le mariage des enfants reste plus répandu chez les filles des milieux les plus pauvres, les filles de zones rurales, celles qui ont un accès limité à l'éducation et, dans certains cas, celles appartenant à des groupes minoritaires¹.

Ces 10 dernières années, la proportion de jeunes femmes dans le monde mariées durant leur enfance a baissé de 15 %², ce qui correspond à plus de 25 millions de mariages évités. En revanche, environ 650 millions de filles et de femmes sont toujours touchées par cette pratique néfaste. Par ailleurs, les progrès ont principalement profité aux filles des milieux les plus riches, tandis que dans de nombreuses régions du monde (notamment l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe, l'Amérique latine et les Caraïbes), le mariage est devenu de plus en plus courant chez les filles des milieux les plus pauvres³. Aussi, deux constats s'imposent : les programmes à l'égard du mariage des enfants doivent être inclusifs – il s'agit d'un impératif éthique ; et il sera impossible de réaliser la cible de l'ODD visant à mettre fin au mariage des enfants à l'horizon de 2030 sans atteindre les filles ayant été les plus marginalisées et exclues des efforts de développement.

Il est difficile de savoir si les interventions actuelles atteignent les filles les plus marginalisées et, de plus, les données sur les meilleurs moyens d'y arriver sont rares. Pour ces raisons, le présent numéro de *Pleins feux sur la recherche* se concentre sur les aspects à prendre en compte lors de la mise en œuvre de programmes liés au mariage des enfants en vue d'atteindre les personnes les plus marginalisées. Alors que le [numéro précédent](#) portait sur le « quoi » des approches multisectorielles et multiniveaux, celui-ci se penche sur le « comment », ou plus précisément : comment veiller à ce que les interventions à l'égard du mariage des enfants atteignent les filles les plus marginalisées, notamment les filles déjà mariées, anciennement mariées, vivant avec un handicap et LGBTQIA+ , ainsi que les filles dans des contextes humanitaires et dans des pays ou provinces qui, en dépit d'une forte prévalence de mariages d'enfants, ont été négligés par la recherche et les investissements ?

La section qui suit présente les enseignements tirés d'études publiées entre 2020 et 2022 quant aux moyens de créer des programmes à l'égard du mariage des enfants qui sont inclusifs et atteignent de manière efficace les filles qui ont souvent été exclues jusqu'à maintenant. Ces études sont regroupées en domaines de travail thématiques et se composent d'un mélange d'évaluations de programmes et d'analyses contextuelles dont nous pouvons tirer des leçons pertinentes.



SUR LA PHOTO : Rosetta, 17 ans, chez elle dans le district d'Abim, en Ouganda. Après être tombée enceinte, elle a quitté l'école et a commencé à travailler pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants. Elle est aujourd'hui formée à la défense des droits par les pairs, et travaille avec la Trailblazers Mentoring Foundation pour promouvoir le retour à l'école des jeunes filles enceintes et des jeunes mères. Elle souhaite terminer ses études pour devenir infirmière.
Photo : © UNICEF/UN07579/

2. Soutenir les filles et les adolescentes déjà mariées, anciennement mariées et non mariées à acquérir des compétences et à générer un revenu au moyen de programmes d'espaces sûrs et d'autonomisation

Lorsque les filles ont été marginalisées, ont un faible niveau d'instruction ou vivent dans un contexte d'instabilité ou de crise, les programmes d'espaces sûrs ou d'autonomisation des filles peuvent aider ces dernières à accroître leur autonomie et à acquérir les compétences fondamentales, polyvalentes, techniques et professionnelles nécessaires pour générer des revenus.

Transcender les normes : approches promouvant l'égalité des genres dans les espaces sûrs destinés aux femmes et aux filles dans des contextes humanitaires

En 2021, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) a publié un **examen** de ses programmes d'espaces sûrs dans huit pays et zones de la région des États arabes¹. D'après les constatations de l'examen, bien que les espaces sûrs aient été principalement conçus pour offrir un bien-être psychosocial, les filles et les femmes de la région s'intéressaient principalement aux possibilités de formation professionnelle et de soutien économique. Cela est sans doute attribuable au niveau élevé de chômage et de difficultés économiques vécus par les communautés et les personnes réfugiées dans ces régions⁴.

Principaux résultats :

- Certains des espaces sûrs examinés ont eu des retombées au-delà du niveau individuel et un impact transformateur sur les relations de genre au sein des familles, entre les familles et dans la communauté en général.
- Cependant, l'impact des approches promouvant l'égalité des genres peut varier grandement d'un espace sûr à l'autre en raison de facteurs individuels, interpersonnels et communautaires :
 - En Syrie et en Cisjordanie, des femmes ont signalé que leur mari et d'autres membres masculins de leur famille initialement favorables au programme d'espace sûr **ont commencé à restreindre la participation des adolescentes lorsque les activités étaient contraires aux normes de genre traditionnelles** concernant le rôle des femmes à la maison et à l'extérieur.
 - Les normes au niveau communautaire ont également contribué à limiter le choix de possibilités de **renforcement des compétences des filles et des femmes**. En effet, les activités non traditionnelles pour les femmes pouvaient être vues d'un mauvais œil. De nombreuses filles et femmes divorcées, séparées ou veuves participant à des programmes d'espaces sûrs de la région étaient déjà confrontées à la stigmatisation sociale et à l'isolement en raison de leur situation matrimoniale. Aussi, elles étaient moins disposées à choisir des activités allant à l'encontre des normes sociales.
 - En raison de normes selon lesquelles certaines professions conviennent mieux aux hommes, **les adolescentes et les femmes qui décident de suivre des formations non traditionnelles (par exemple, la menuiserie ou la plomberie) pourraient avoir de la difficulté à trouver un emploi.**

Points principaux :

- **Pour qu'un programme d'espaces sûrs et de génération de revenus promeuve l'égalité des genres, il ne doit pas se limiter à la seule création d'un espace sûr, mais être associé à des interventions visant à changer les normes sociales.** Plus précisément, ces interventions doivent : faire une promotion stratégique des espaces sûrs auprès des membres de la famille et des leaders communautaires ; évaluer les risques réels et perçus liés aux formations professionnelles nouvelles, différentes ou non traditionnelles ; fournir une petite aide financière et du matériel de démarrage personnalisé ; et promouvoir les aiguillages et les partenariats avec les programmes de subsistance et d'émancipation économique.

i Les huit pays et zones en question sont : la Jordanie, l'Irak, le Liban, la Palestine, la Turquie, la Turquie transfrontalière, la Syrie et le Soudan.

Soutien fraternel pour adolescent·e-s en contexte d'urgence (Sibling Support for Adolescents in Emergencies, SSAGE)

La nécessité d'associer les programmes d'espaces sûrs à des interventions visant à changer les normes sociales dans l'ensemble de la communauté fut également l'un des principaux enseignements tirés d'une évaluation du programme **Soutien fraternel pour adolescent·e-s en contexte d'urgence (SSAGE)**, mis en œuvre dans l'État du Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria⁵. Le programme, qui reposait sur une approche panfamiliale dans des contextes d'urgence, avait pour objectif de changer l'idée selon laquelle la capacité d'agir des filles est limitée et la violence dans les ménages est acceptable.

Points principaux :

- **En s'adressant à l'ensemble des membres d'unités familiales au moyen d'un programme synchronisé promouvant l'égalité des genres**, le SSAGE a signalé avoir provoqué divers changements : des relations familiales plus égalitaires, une diminution des actes de violence, une diminution du caractère acceptable de la violence et une diminution de la stigmatisation des filles ayant subi des violences.
- **En s'assurant le concours des familles et des communautés, les programmes sont plus susceptibles d'attirer les filles** vers les espaces sûrs, de maintenir leur fréquentation de ces espaces, de réduire les réactions négatives des maris et des membres de la famille et de permettre aux filles de mettre en pratique leurs connaissances dans la vie de tous les jours.

TESFA

De même, une **recherche publiée dans une revue scientifique en 2022** qui portait sur un examen mené en 2018 du programme TESFA de CARE en Éthiopie a révélé ceci : lorsque les interventions d'autonomisation des filles encouragent la solidarité de groupe entre les adolescentes tout en étant liées aux structures et traditions communautaires, il est possible de changer les pratiques préjudiciables liées au mariage des enfants de manière à la fois durable et pouvant être reproduite à grande échelle⁶. Le programme TESFA ciblait 5 000 adolescentes mariées entre 2010 et 2013 au moyen d'une combinaison d'interventions centrées sur la santé reproductive et les économies.

Principaux résultats :

- **À la fin du programme, les participantes ont signalé un recours accru aux contraceptifs et aux accouchements médicalisésⁱⁱ** et une plus grande confiance dans leur capacité à négocier et à faire valoir leurs droits.
- **Le programme a créé une masse critique de jeunes femmes mariées capables de remettre en question le mariage des enfants chez les filles plus jeunes.** Tous les groupes de pairs ont signalé que leurs membres avaient mené des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour repousser le mariage de jeunes filles.
- **Quatre ans après la fin du programme, 88 % des groupes se rencontraient toujours sans l'assistance de CARE** et de nouveaux groupes s'étaient formés, notamment des groupes de filles n'ayant pas participé au programme initial.
- Parmi les facteurs de réussite, on compte :
 - **La force de la solidarité et de la sécurité au sein des groupes de pairs.** Cette force avait pour origine les dialogues de réflexion entre pairs plutôt que le partage de connaissance entre pairs, qui est l'approche la plus courante.
 - **Un programme adapté à la culture**, élaboré en consultation avec des femmes éthiopiennes professionnelles de la santé.
 - **Le remplacement du modèle « Association d'économies et d'emprunt dans les villages » de TESFA par le modèle traditionnel éthiopien de l'« equibiii »** pour l'épargne et l'emprunt.
 - **Une approche holistique en matière de mobilisation communautaire**, plus précisément par la création de groupes « d'analyse sociale et d'action » comprenant des aîné·e-s du village, des leaders religieux, des professionnel·le-s de la santé, des belles-mères et, d'une importance cruciale, les maris.

Points principaux :

- **Le jumelage des interventions d'autonomisation à la mobilisation des maris et de la communauté dans son ensemble est susceptible d'améliorer les résultats pour les filles déjà mariées** et de changer les normes liées au mariage des enfants de manière à la fois durable et à grande échelle.
- **Les filles déjà mariées peuvent devenir d'excellentes militantes** contre le mariage des enfants auprès des jeunes générations de leur communauté.

ii. Par « accouchements médicalisés », on entend les accouchements dans un centre médical ou de santé sous la supervision d'un personnel de santé formé et compétent.
iii. L'equd relève de la tradition éthiopienne : un groupe de proches, d'ami·e-s ou de membres d'une communauté précise acceptent de verser un certain montant chaque mois et collectent le montant perçu à tour de rôle.

Rapport de synthèse sur le mariage des enfants dans des contextes humanitaires de la région des États arabes

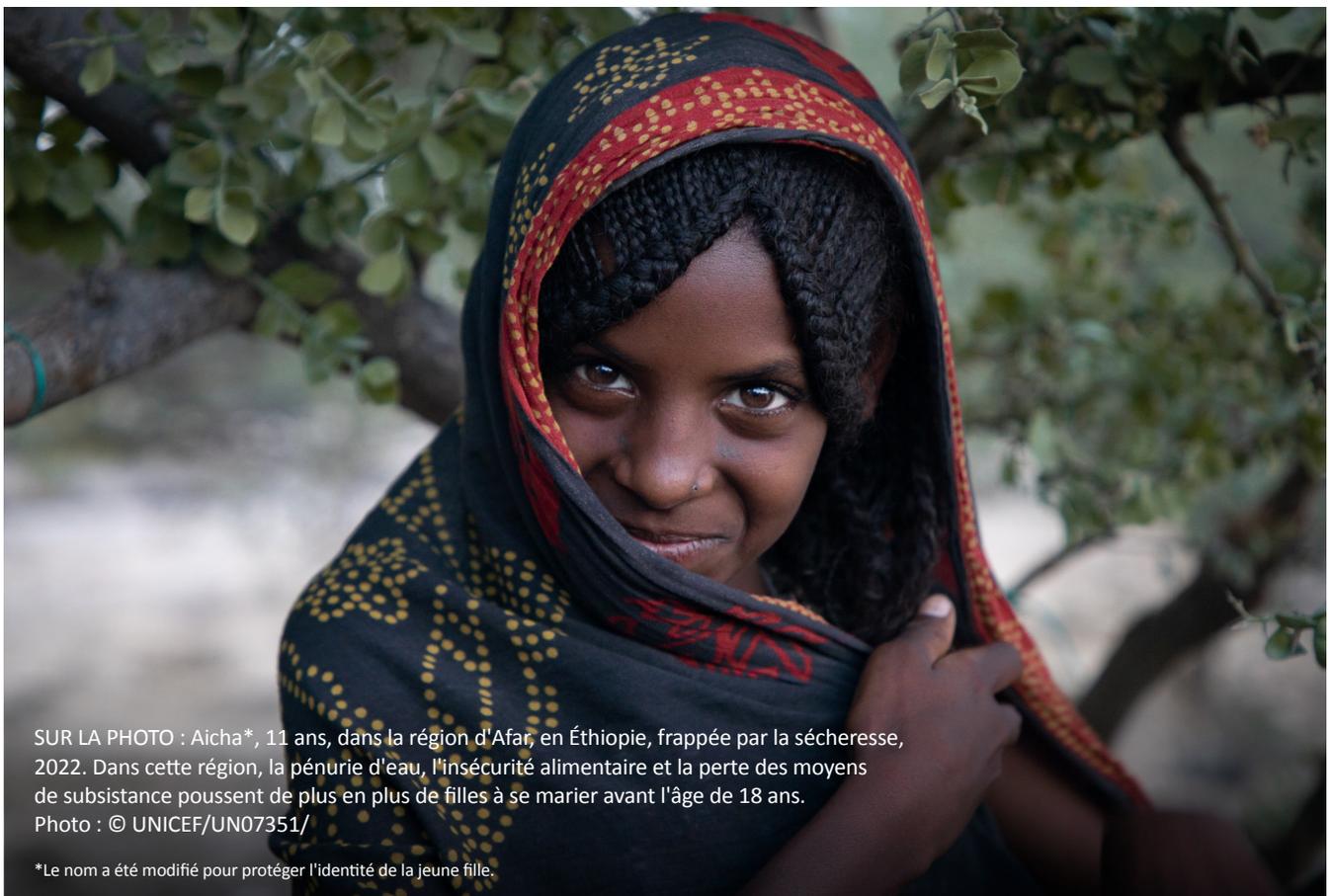
Un autre [rapport](#) sur le mariage des enfants dans la région des États arabes (cette fois-ci réalisé par la Women's Refugee Commission et l'Université Johns Hopkins dans le cadre du programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants) témoigne de l'importance d'associer les garçons et les hommes aux programmes d'espaces sûrs dans des contextes humanitaires⁷. L'étude avait pour objectif de répondre à des questions sur les liens entre les conflits et les déplacements, et sur la façon dont ceux-ci affectent les normes et les facteurs du mariage des enfants au Djibouti, en Égypte, dans la région du Kurdistan en Irak et au Yémen.

Principaux résultats :

- **Il est essentiel de s'assurer le concours des filles déjà mariées dans tous les aspects de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes d'espaces sûrs.** Ceci est d'autant plus vrai en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive (SSR), comme les complications pendant la grossesse, les réseaux de soutien inopérants et les connaissances erronées ou les tabous concernant l'utilisation de contraceptifs exposent les filles déjà mariées et les jeunes mères à des risques.
- **Les pères, les proches masculins et les garçons et adolescents sur le point de se marier sont plus susceptibles de participer au processus décisionnel entourant le mariage des enfants.** Aussi, il est essentiel de mobiliser les garçons et les hommes.

Points principaux :

- **Il est essentiel d'associer les filles à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des programmes d'espaces sûrs dans les contextes humanitaires** afin que les programmes répondent le mieux à leurs besoins.
- **Il est également primordial de mobiliser les garçons et les hommes, qui jouent un rôle décisif dans les décisions entourant le mariage des enfants.** Notamment, il importe de dissiper les croyances discriminatoires des garçons et des hommes à l'égard des rôles de genre et de les associer à la planification et à la mise en œuvre des programmes d'espaces sûrs afin de garantir leur soutien.



SUR LA PHOTO : Aicha*, 11 ans, dans la région d'Afar, en Éthiopie, frappée par la sécheresse, 2022. Dans cette région, la pénurie d'eau, l'insécurité alimentaire et la perte des moyens de subsistance poussent de plus en plus de filles à se marier avant l'âge de 18 ans.
Photo : © UNICEF/UN07351/

*Le nom a été modifié pour protéger l'identité de la jeune fille.

3. La santé et les droits sexuels et reproductifs dans les contextes de crise et de conflit

Il existe des données de plus en plus nombreuses sur des pratiques prometteuses pour la prestation de services de SSR flexibles et adaptés aux contextes des adolescentes dans les situations humanitaires. Une analyse documentaire publiée en 2021 présente différents exemples, notamment le recours à des cliniques mobiles et à des camps de SSR. Ces cliniques mobiles restent généralement jusqu'à quatre jours dans les communautés et peuvent donc prendre contact avec les adolescentes les plus marginalisées⁸.

La Famille Idéale

Le programme **La Famille Idéale** de MSI Reproductive Choice constitue un bon exemple de ce type de programme. Il a été testé au moyen de huit équipes mobiles de proximité au Burkina Faso entre 2019 et 2020. Au moyen d'une approche centrée sur l'humain, ces équipes ont œuvré auprès de jeunes femmes et des sources d'influence clés (dont les maris et la belle-famille) afin d'améliorer l'accès des adolescentes déjà mariées aux services de SSR⁹.

Principaux résultats :

- Le programme pilote a donné lieu à une augmentation de 24 % du nombre d'adolescentes ayant accès à des contraceptifs.
- Les discussions menées dans le cadre du programme ont aidé les participantes à voir comment le recours à la contraception pourrait jouer un rôle dans l'avenir de leur famille.

Points principaux :

- Le jumelage de cliniques mobiles à une mobilisation communautaire peut permettre aux programmes de SSR d'atteindre les filles déjà mariées dans les zones les plus marginalisées.
- Pour que les dialogues avec les communautés portent leurs fruits, ils doivent s'appuyer sur les connaissances locales.

Yes I Do Alliance (YIDA)

L'évaluation du programme YIDA comprend également des enseignements utiles en ce qui concerne les programmes de SSR dans les contextes marginalisés¹⁰. YIDA, un programme holistique de cinq ans, ciblait les jeunes de 15 à 24 ans de sept pays^{iv} au moyen d'une combinaison d'interventions dans les domaines de la SSR, de l'éducation et de la mobilisation communautaire.

Principaux résultats :

- Le programme a contribué à des réductions considérables de la prévalence du mariage des enfants et des mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E). Il a également diminué les taux d'abandon scolaire et amélioré l'accès aux soins de SSR. Cependant, le programme n'a pas contribué à une diminution importante des grossesses chez les adolescentes.
- Le recours à des rapports sexuels transactionnels pour pourvoir aux besoins essentiels a sans doute nui à la réduction des grossesses chez les adolescentes.
- Dans les communautés peinant à répondre à leurs besoins essentiels en matière d'alimentation, d'eau et d'assainissement, la question des normes sociales liées à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR) ne figurait pas au rang des priorités.

Points principaux :

- Les programmes se concentrant sur les normes liées à la SDSR ont peu de chances de réussir dans les communautés qui peinent à pouvoir leurs besoins essentiels.
- L'impact des interventions de SSR trop axées sur les normes aux niveaux individuel et communautaire pourrait être limité par les obstacles systémiques et structurels qui empêchent les filles d'avoir accès à des soins de santé appropriés.
- Pour surmonter ces défis, il convient de mener une analyse exhaustive de la situation avant le début du programme afin de mettre en lumière toute lacune importante dans les priorités des groupes ciblés et tout obstacle potentiel au changement de comportements.

iv. Les sept pays : Éthiopie, Indonésie, Kenya, Malawi, Mozambique, Pakistan et Zambie.

4. L'importance de l'éducation dans les situations humanitaires et pour remettre en question les normes sociales

Les programmes d'éducation qui encouragent l'analyse critique des normes sexuelles et de genre peuvent contribuer à une remise en question du désir de contrôler la sexualité féminine, souvent une cause profonde du mariage des enfants.

Éducation holistique pour les jeunes

Le [programme Holistic Education for Youth \(HEY!\) de l'Association Bayan](#), fondé sur une démarche d'éducation participative dans les écoles, a été testé dans des zones rurales du Honduras où vivent de nombreux Garifunas, un peuple autochtone afro-caribéen. Au moyen d'une méthodologie féministe axée sur la réflexion, le programme a associé des élèves, parents, membres de la communauté et enseignant-e-s à la création, à l'essai et à la mise en œuvre d'un modèle et de matériel pédagogiques. Deux guides pédagogiques pour les élèves et un programme « d'écoles de parents » ont été créés. Ils abordaient tous de manière critique les normes de genre, le mariage des enfants, les unions non officielles, les changements biologiques et psychologiques durant l'adolescence, le développement sexuel, les relations amoureuses et les décisions en matière de relations sexuelles.

Principales constatations :

- Le programme a signalé **une réduction de 38 % des cas de mariages d'enfants et de 13 % des cas de grossesses chez les adolescentes** entre 2017 et 2019.
- Ce programme est remarquable non seulement en raison de ses résultats et de l'accent mis explicitement sur la sexualité des adolescentes, mais également parce qu'il a été mis en œuvre **dans une région où les investissements dans les interventions liées au mariage des enfants et les recherches sur de telles interventions sont rares.**

Points principaux :

- **Même dans des contextes ruraux socialement conservateurs, les approches féministes participatives en matière d'éducation peuvent contribuer de manière efficace** à réduire le nombre de mariages d'enfants et de grossesses chez les adolescentes.

Rapport sur le mariage des enfants dans les contextes de crise humanitaire

Le rapport [Child marriage in humanitarian crises](#), qui porte sur des camps de réfugiés d'Ouganda et de Jordanie, a été publié en 2021. Le rapport montre en quoi, dans les contextes humanitaires, remédier aux obstacles à l'éducation des filles est à la fois une priorité pour les filles déplacées et probablement un facteur essentiel de protection contre le risque élevé de mariage des enfants¹².

Principales constatations :

- Lorsqu'on leur a demandé quelle est **la solution la plus importante pour prévenir et sanctionner le mariage des enfants dans leur communauté**, les 280 filles déjà mariées et non mariées âgées de 10 à 17 ans et les 67 aidant-e-s ayant participé à l'étude ont majoritairement répondu l'éducation.
- **Parmi les obstacles concrets à l'inscription et à la rétention scolaire des filles**, on compte le coût des frais de scolarité, de l'uniforme et du matériel ; la longueur du trajet jusqu'à l'école ; et la question de la protection.

Points principaux :

- **Dans les contextes d'urgence, il pourrait être essentiel de fournir une assistance financière aux filles et aux personnes qui en sont responsables pour surmonter les obstacles en matière d'éducation.**

5. L'importance de mobiliser les filles de groupes marginalisés, notamment les filles déjà mariées, les filles anciennement mariées, les jeunes LGBTQIA+ et les filles vivant avec un handicap

Jusqu'à maintenant, très peu de recherches ont porté sur les facteurs conjugués de risque de mariage chez les filles vivant avec un handicap ou les jeunes LGBTQIA+.

Comunidad de Lesbianas Inclusivas Dominicanas (Colesdom)

L'une des rares études portant explicitement sur l'expérience du mariage d'enfants LGBTQIA+ a été menée par l'organisation Colesdom en République dominicaine¹³.

Principales constatations :

- Pour certain·e·s jeunes LGBTQIA+, le mariage des enfants a été utilisé comme un moyen d'échapper à la violence et à l'exclusion vécues à la maison en raison de leur non-conformité de genre.
- Selon les données limitées, la non-conformité de genre augmenterait le risque de mariage d'enfant dans certains contextes. Cette question doit être étudiée plus en profondeur.

Points principaux :

- L'étude comprenait les recommandations suivantes pour atteindre les jeunes LGBTQIA+ et veiller à répondre à leurs besoins :
 - Offrir un soutien sur mesure aux adolescent·e·s LGBTQIA+, adapté aux risques qui les concernent précisément, pour les aider à poursuivre leur éducation.
 - Au niveau communautaire et dans les écoles, organiser des séances de sensibilisation visant à changer les préjugés conscients et inconscients à l'égard des personnes LGBTQIA+. Ces séances doivent être adaptées au contexte culturel.
 - Réformer la législation nationale du travail pour qu'elle pénalise la discrimination à l'égard des personnes LGBTQIA+ en milieu de travail.
 - Sensibiliser les prestataires de soins de SSR à la diversité de genre de manière à réduire les obstacles à l'accès à des soins de santé.
 - Pénaliser les parents ou détenteur·rice·s de l'autorité parentale qui expulsent de leur foyer leurs enfants ou les personnes à leur charge en raison de leur sexualité ou de leur identité de genre.

Des vies restreintes : les jeunes femmes séparées, divorcées ou veuves du Soudan du Sud et de la région du Kurdistan d'Irak

Une étude menée en 2022 par la Tufts University et Save the Children sur les expériences de filles déplacées par les conflits au Soudan du Sud et dans la région du Kurdistan d'Irak apporte de précieuses lumières sur les vulnérabilités auxquelles sont confrontées les filles anciennement mariées et les filles vivant avec un handicap dans les contextes de crise¹⁴.

Principales constatations :

- L'étude a révélé une forte corrélation entre le fait d'être divorcée, veuve ou mariée et les problèmes de santé mentale. Cet état des choses est étroitement lié à l'exclusion du système scolaire et des réseaux sociaux, au manque de pouvoir décisionnel, à l'exploitation et aux abus.
- Les filles déplacées vivant avec un handicap ont difficilement accès à l'éducation, sont souvent harcelées et peuvent avoir l'impression d'être un fardeau pour leurs familles. Leurs possibilités de faire un bon mariage sont également plus limitées.
- Dans les contextes de conflit, le mariage des enfants peut souvent donner lieu à des relations de violence et au divorce ou à la séparation, ce qui peut exacerber les vulnérabilités des adolescentes anciennement mariées.
- L'étude a démontré qu'il est possible d'inclure les filles anciennement mariées dans les programmes humanitaires grâce à un travail de bouche à oreille sur le terrain et à la mobilisation des leaders communautaires et des agent·e·s communautaires.

Points principaux :

- Sur la base de données limitées, **vivre avec un handicap semble avoir une incidence sur les décisions liées au mariage dans certains contextes**. Toutefois, des recherches plus approfondies s'imposent pour mieux comprendre comment et dans quelle mesure, selon les différents contextes.
- Les responsables de l'étude recommandent aux organisations humanitaires **d'adapter leurs programmes aux besoins précis des filles anciennement mariées**. Les organisations humanitaires devraient collaborer avec la communauté de soutien et les leaders religieux à la promotion de changements positifs des normes sociales entourant les jeunes femmes séparées et divorcées.
- Plus précisément, **les programmes devraient chercher à accroître l'accès de ces filles à l'éducation, à des moyens de subsistance et à des espaces publics sûrs, offrir des services de consultation psychiatrique et œuvrer à réduire la stigmatisation et le rejet du blâme sur la victime** dont font souvent l'objet les filles divorcées, veuves et/ou victimes de violence familiale ou celles ayant subi des actes de violence à la maison.

Enfin, l'étude souligne que les filles déjà mariées sont généralement négligées par les programmes à l'égard du mariage des enfants, qui jusqu'à maintenant se sont principalement concentrés sur la prévention. L'idée selon laquelle tout mariage d'enfant est un mariage forcé est de plus en plus généralement rejetée, comme elle ignore la capacité d'agir des filles qui, pour diverses raisons, font le choix du mariage ou de l'union avant leurs 18 ans.

D'après une étude menée en 2021 au Niger, les filles elles-mêmes peuvent ne pas considérer le report du mariage comme une option souhaitable en raison des normes et de la pression en faveur du mariage et de la dépendance économique des femmes envers les hommes¹⁵. Aussi, il est particulièrement important d'appuyer les programmes d'autonomisation sur une évaluation réaliste de ces facteurs. Ces programmes doivent examiner quelles sont les possibilités acceptables pouvant remplacer le mariage et si le report du mariage est le bon choix pour toutes les filles dans chaque contexte.

6. Discussion :

Ces récentes études contribuent à enrichir les connaissances sur les programmes inclusifs à l'égard du mariage des enfants qui cherchent de manière explicite à atteindre les filles ayant été marginalisées dans différents contextes. Du nombre limité d'études disponibles se dégage un certain constat : les interventions qui visent à accroître les compétences des filles (notamment leur capacité à agir et leur accès à l'éducation, à des soins de santé et à des possibilités d'activités rémunératrices dans des contextes de marginalisation) sont plus susceptibles de réussir si elles sont jumelées à des activités visant à changer les normes sociales dans la communauté. Cela semble être le cas dans tous les secteurs et s'applique aux programmes d'éducation, de santé, d'espaces sûrs et d'autonomisation.

La mise à contribution des proches masculins, en particulier des maris, apparaît également comme un facteur de réussite primordial. Toutefois, dans l'ensemble, les données sur les meilleurs moyens de créer des programmes inclusifs à l'égard du mariage des enfants restent limitées et nécessitent des recherches plus approfondies.

Les facteurs croisés qui exposent les filles de groupes minoritaires ou autrement marginalisés au risque de mariage d'enfant demeurent un sujet de recherche sous-étudié. On en sait encore très peu sur la façon dont les filles vivant avec un handicap, les jeunes LGBTQIA+ et, dans une moindre mesure, les filles de minorités ethniques ou religieuses pourraient ou non être exposées à un risque accru de mariage d'enfant dans différents contextes. La proportion de programmes à l'égard du mariage des enfants qui visent spécifiquement à inclure les filles déjà mariées demeure faible.

Comme c'est le cas avec la majeure partie des données sur le mariage des enfants, les récentes recherches sur les programmes inclusifs à l'égard du mariage des enfants ignorent largement la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, à l'exception du programme d'éducation HEY! de l'Association Bayan.

Afin d'enrichir la base de connaissances, les recherches futures sur le mariage des enfants devraient :

- **se concentrer sur l'évaluation de l'efficacité des interventions à l'égard du mariage des enfants**, notamment dans les contextes humanitaires où les évaluations sont très limitées et la plupart des filles ont été marginalisées ; et
- **placer toutes les recherches et évaluations dans le contexte de ce que nous savons déjà**, de manière à clarifier quelles connaissances sont approfondies. Pour ce faire, il convient de s'inspirer des questions aux fins de recherche établies dans la phase II de la stratégie de recherche du Programme mondial¹⁶.

Voici quelques questions clés à prendre en compte lors de l'élaboration et l'évaluation de futurs programmes :

- Quels sont les moyens les plus efficaces d'inclure les groupes marginalisés ou exclus dans l'élaboration des programmes afin de veiller à ce que les programmes répondent précisément aux besoins ces groupes et veillent au respect de leurs droits ?
- Quels types de programmes contribuent le plus efficacement à atteindre les filles vivant avec un handicap et les jeunes LGBTQIA+ ?
- Quel type de programme soutient le plus efficacement les besoins des filles séparées, divorcées ou veuves et/ou ayant subi des violences conjugales ?
- Quels sont les moyens les plus efficaces de sensibiliser les garçons et les hommes au rôle et à la position des filles et des femmes dans leur famille et leur société ?
- En quoi travailler plus étroitement avec des femmes prestataires de services dans les communautés locales peut-il avoir un impact sur l'inclusivité d'un programme ?
- Quelle est la meilleure façon pour les interventions économiques de contribuer à améliorer la sécurité des ménages et à reporter le mariage et les grossesses, y compris dans le contexte actuel de pandémie ?
- Les programmes d'autonomisation devraient-ils nécessairement être jumelés à des composantes de soutien économique, comme les transferts monétaires ?
- Quelle est l'importance de l'âge et du genre de la personne qui reçoit les transferts monétaires, ainsi que de l'âge et du genre des enfants d'un ménage (plus particulièrement en vue de déterminer si les ménages dirigés par des femmes sont plus ou moins susceptibles de soutenir le report du mariage des enfants dans différents contextes) ?
- Quelles sont les meilleures stratégies pour changer les normes sociales et les comportements profondément enracinés relativement à la sexualité des adolescent·e·s et à l'utilisation de contraceptifs ?
- Comment les changements de normes sociales peuvent-ils être reproduits à grande échelle, renforcés et soutenus au fil du temps ?

7. Nouveaux documents et boîte à outils liés au travail avec et pour des groupes marginalisés

- More Than Brides, [*Visualisation tool: Assessing the girl friendliness of schools*](#)
- More Than Brides, [*Visualisation tool: Assessing the youth friendliness of health services*](#), 2022.
- Eva Roca, [*Girls on the map: Mapping for program planning and social change*](#), Population Council, New York, 2022.
- Ministère de la Santé du Kenya, 2022, [*Management of intimate partner violence in health care settings: A training manual for health care providers*](#)
- UNFPA, [*Motherhood in childhood – The untold story*](#), 2022.
- V. Ahlenback, [*Ending violence against LGBTQI+ people: Global evidence and emerging insights into what works*](#), note d'orientation, Ending Violence Helpdesk, Londres, Royaume-Uni, 2022.

Références

1. UNICEF, [*Vers l'élimination du mariage des enfants : Tendances mondiales et profils de progrès*](#), UNICEF, New York, 2021a.
2. UNICEF, [*COVID-19 A threat to progress against child marriage*](#), UNICEF, New York, 2021b.
3. UNICEF, 2021a, *op. cit.*
4. UNFPA, [*Transcending norms: Gender transformative approaches in women's and girls' safe spaces in humanitarian settings, UNFPA, New York, 2021.*](#)
5. A. Koris, S. Steven *et al.* « [*Opportunities and challenges in preventing violence against adolescent girls through gender transformative, whole-family support programming in Northeast Nigeria*](#) », *Conflict and Health*, vol. 16, n° 26 (2022), p. 12.
6. P. Chowdhary, F. Mekuria *et al.*, « Building sustainable and scalable peer-based programming: promising approaches from TESFA in Ethiopia », *Reproductive Health*, vol. 19, n° 1 (2022).
7. K. Hunersen, W. Robinson, N. Krishnapalan *et al.*, [*Child marriage in humanitarian settings in the Arab States Region: Study results from Djibouti, Egypt, Kurdistan Region of Iraq and Yemen*](#), UNFPA, UNICEF, Women's Refugee Commission, Johns Hopkins University, 2020.
8. L. Stark, I. Self *et C. Reis*, « [*Gendered violence against adolescent girls in humanitarian settings: a review of the evidence*](#) », *Lancet Child and Adolescent Health*, vol. 5, n° 3 (2021).
9. MSI Reproductive Choices, [*Evidence and Insights Compendium*](#), 2022}.
10. C. Maillard, S. Greijer, F. H. Reda, B. Mwamlima, H. Juillard, *External Evaluation of the Yes I Do Programme and Alliance*, 2021.
11. Groupe de travail sur les mariages d'enfants, précoces et forcés (MEPF) et la sexualité, [*Tackling the Taboo in Latin America and the Caribbean: Sexuality and gender-transformative programmes to address child, early and forced marriage and unions*](#), 2022.
12. J. Freccero *et A. Taylor*, [*Child marriage in humanitarian crises: girls and parents speak out on risk and protective factors, decision-making, and solutions*](#), Centre des droits humains et Centre de la recherche et de l'information de la Fondation Roi Hussein, Plan International, Save the Children, 2021.
13. [*Comunidad de Lesbianas Inclusivas Dominicanas \(Colesdom\), I am all of those girls who got kicked out of their house: relation among early departures of children and adolescents and the disrespect of their caregivers in the face of transgressions of traditional gender roles in the Dominican Republic, 2022. Consulté en novembre 2022.*](#)
14. E. Stites *et al.*, *Life after marriage: An analysis of the experiences of conflict-affected female youth who married under age 18 in South Sudan and the Kurdistan Region of Iraq*, Save the Children, 2022.
15. G. Saul, A. Diarra, A. Melnikas, S. Amin, « [*Voice without choice? Investigating adolescent girls' agency in marital decision-making in Niger*](#) », *Progress in Development Studies*, vol. 20, n° 4 (2021).
16. Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à mettre fin au mariage d'enfants, [*Research strategy for Phase II: UNFPA-UNICEF Global Programme to End Child Marriage*](#), 2021, p. 5.

Pleins feux sur la recherche :

comment faire en sorte que les
efforts à l'égard du mariage des enfants
atteignent les filles les plus marginalisées

Mars 2023

“ Le présent numéro de *Pleins feux sur la recherche* présente les plus récentes recherches et données probantes sur les programmes à l'égard du mariage des enfants dans des contextes difficiles d'accès (comme les situations de conflits) et les programmes ciblant les filles les plus marginalisées. ”

Le Réseau recherche-action sur le mariage des enfants (CRANK, de l'anglais « Child Marriage Research to Action Network ») est une initiative conjointe de *Filles Pas Epouses : le partenariat mondial pour mettre fin au mariage des enfants* et Le Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants.